




UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Pour une Afrique de l'Ouest
prosperè et pacifique



UNOWAS/CNMC **20** ANS
YEARS

*20 ans d'engagement pour la promotion
de la paix et la prévention des conflits*

A lire dans ce numéro



EDITO - Pour une Afrique de l'Ouest prospère et pacifique



UNOWAS en bref



Leonardo Santos Simão, nouveau Représentant spécial, appelle à un partenariat renforcé pour relever les multiples défis en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Sierra Leone : Des Elections et des Défis



« La tenue d'élections pacifiques et crédibles dont les résultats reflètent la volonté du peuple serait donc un signe fort de consolidation démocratique en Sierra Leone » - Interview Babatunde Ahonsi



« Le Liberia est plus important que nos intérêts personnels »



3 questions à Davidetta Browne LANSANAH, Présidente de la Commission Electorale Nationale (CEN) du Liberia



Les institutions nationales des droits de l'homme appellent au renforcement de la coopération régionale



Au Sénégal, l'UNESCO et UNOWAS célèbrent les 30 ans de la journée mondiale de la liberté de la presse



Fatou Fall, première femme général au Sénégal : « Le genre n'est pas un obstacle à la réussite » - Portrait



Leonardo Santos SIMAO

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Chef de l'UNOWAS/CNMC

Pour une Afrique de l'Ouest prospère et pacifique

En juin dernier, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, m'a confié la mission d'être son Représentant pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. C'est pour moi un immense honneur. C'est aussi une grande responsabilité que je compte accomplir avec enthousiasme, dans la continuité de l'engagement qui était celui de mes prédécesseurs, et en étroite collaboration avec tous les acteurs et partenaires régionaux, internationaux.

La première étape de ma tournée régionale de prise de contact que je viens d'effectuer en me rendant en Guinée-Bissau, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Sierra Leone, et au Niger, m'a permis de saisir la nécessité de renforcer la coordination des efforts des pays de la sous-région pour faire face, avec

cohérence et efficacité, aux défis, de plus en plus complexes, qui ralentissent l'action de l'Afrique de l'Ouest vers la paix et le développement durables.

En effet, les innombrables défis, lourds et pernicioeux, auxquels font face les pays de la sous-région, se sont davantage exacerbés dans un contexte politique et économique globale de plus en plus instable et imprévisible, marqué par les conséquences de la guerre en Ukraine et l'impact persistant de la pandémie COVID-19.

Mais l'engagement et la détermination affichés par les responsables des ces pays, ainsi que les acteurs de la société civile, conjugués aux atouts naturels et humains dont dispose la sous-région sont une chance. Ils constituent un capital solide pour investir dans un avenir meilleur.

Mes récentes visites m'ont permis également d'apprécier le travail extraordinaire que fournissent les agences et programmes du système des Nations Unies qui, en étroite collaboration avec les autorités nationales, contribuent quotidiennement à l'amélioration des conditions de vies des populations de la sous-région.

Il est plus que jamais vital de renforcer tous les efforts qui visent à consolider la paix et le développement pour endiguer les différents défis qui se mettent contre l'aspiration des populations à une vie meilleure.

En coordination avec les partenaires régionaux et internationaux, et les acteurs nationaux, je poursuivrai mon engagement pour une Afrique de l'Ouest prospère et pacifique.

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria en Action

Activités

Réalisations

Faciliter le retrait des troupes et le transfert d'autorité dans la zone du lac Tchad, le long de la frontière terrestre et dans la presqu'île de Bakassi

La CMCN a facilité le transfert pacifique de l'autorité de Bakassi au Cameroun par le biais de l'Accord de Greentree, conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Délimitation de la frontière terrestre et délimitation de la frontière maritime entre les deux pays

2 050 kilomètres de démarcation ont été enquêtés et approuvés par le Cameroun et le Nigeria sur un total d'environ 2 100 kilomètres.

Délimitation de la frontière maritime conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Sur un total of 2696 piliers à mettre en place, 1673 bornes ont déjà été construites et placées.

Répondre aux besoins des populations locales dans les zones frontalières affectées par les activités de démarcation

La CMCN, en liaison avec des partenaires, a développé des programmes en faveur des populations pour atténuer les impacts causés par la démarcation.

Faire des recommandations sur le renforcement de la confiance afin de promouvoir les opérations de coopération transfrontalières

La Commission mixte a également approuvé les recommandations de coopération transfrontalière sur les gisements d'hydrocarbures à cheval sur la frontière maritime.

Lancement du Groupe inter-agences des Nations Unies sur l'agenda Jeunes, paix et sécurité



UNOWAS a, le 27 juin, officiellement lancé le Groupe inter-agences des Nations Unies sur l'agenda Jeunes, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. L'évènement était présidé par la Représentante spéciale adjointe Giovannie Biha, en présence du Secrétaire exécutif du G5 Sahel, M. Eric Tiare. Ce groupe inter-agences des Nations Unies a été créé dans le but de renforcer la coordination, et d'assurer l'harmonisation des interventions et des efforts des entités des Nations Unies en matière de jeunesse, de paix et de sécurité dans la région. L'objectif de ce groupe inter-agences, qui a été développé en collaboration avec les entités régionales des Nations Unies, est de fournir une approche régionale des Nations Unies plus cohérente de l'agenda jeunes, paix et sécurité.

Le processus de démarcation de la CNMC se poursuit malgré les problèmes de sécurité



La Commission Mixte Cameroun–Nigeria (CNMC) poursuit ses activités malgré les problèmes de sécurité. Le processus de mise en place des piliers le long de la frontière entre le Cameroun et le Nigeria et la construction des piliers dans le lot 7 de la région de Beka sont actuellement en cours suite à plusieurs missions menées par les représentants du comité de pilotage du projet (PSC), visant à sensibiliser les autorités locales, les chefs traditionnels et les commandants militaires de haut niveau. Des progrès significatifs ont été réalisés dans le processus de démarcation. Depuis sa création, la CNMC travaille sans relâche à la consolidation de la paix et au renforcement des liens fraternels entre le Cameroun et le Nigeria. À ce jour, la CNMC a réussi à démarquer près de 2060 km d'une frontière estimée à 2100 km.

Mission technique conjointe de l'UNOCA et de l'UNOWAS dans les pays affectés par Boko Haram



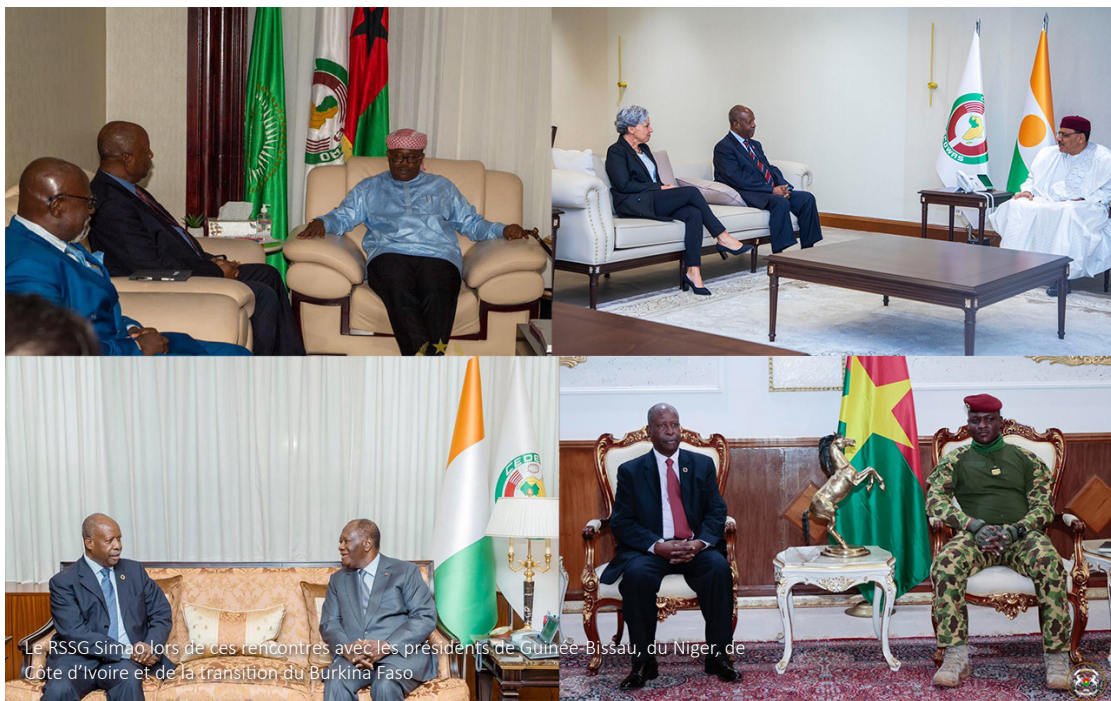
Dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 2349 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies, de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies et de la stratégie des Nations unies sur la crise du bassin du lac Tchad, l'UNOCA et l'UNOWAS ont entrepris, en juin, une mission technique conjointe dans les pays du bassin du lac Tchad touchés par Boko Haram. L'objectif de la mission était d'évaluer les défis sécuritaires et l'impact humanitaire et des droits de l'homme de l'insurrection de Boko Haram. La délégation s'est rendue successivement au Tchad, au Niger et au Nigeria où elle a eu des discussions avec des autorités nationales, des agences des Nations unies, des partenaires, des organisations de la société civile, des acteurs humanitaires et des commissions des droits de l'homme. La mission technique a visité le camp de personnes déplacées de Diffa (Niger) et Maiduguri (Nigeria), en particulier la caserne de Giwa qui abrite des éléments de Boko-Haram/ISWAP capturés, les camps de Bulumkutu et de Hajj qui accueillent des éléments qui se sont rendus. À Maiduguri, ils ont également rencontré le commandement de l'opération Hadin Kai.

U N O W A S

-  UNOWAS, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.
-  UNOWAS est dirigé par un Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Mme Giovania BIHA est la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Cheffe de l'UNOWAS/CNMC par intérim.
-  UNOWAS est mandaté par le Conseil de sécurité pour agir pour la prévention et la résolution des crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique.
-  UNOWAS met en oeuvre son mandat dans 16 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et (Tchad).
-  UNOWAS travaille en étroite collaboration avec les différentes entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux tels que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour consolider la paix et prévenir les conflits.
-  UNOWAS soutient les 16 pays dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.
-  UNOWAS contribue à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région. UNOWAS soutient également les institutions sous-régionales et les États dans leurs efforts à faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région.
-  UNOWAS contribue à la mise en oeuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) pour soutenir les pays du Sahel à faire face aux multiples défis sécuritaires, de développement, la gestion des effets du changement climatique et la promotion du développement durable.
-  Le Représentant spécial du Secrétaire général est également le Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en oeuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.
-  La CMCN appuie le travail de démarcation de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria. Elle soutient la réponse aux besoins des populations touchées par la démarcation. Depuis sa création, la CNMC a pu démarquer 2050 km de frontière sur un tracé de frontière estimé à 2100 km.

Leonardo Santos Simão, nouveau Représentant spécial, appelle à un partenariat renforcé pour relever les multiples défis en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Dès sa prise de fonction en juin 2023, le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, a entamé une tournée régionale de familiarisation. La première étape l'a conduit en Guinée-Bissau, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Sierra Leone, et au Niger, où il a eu des rencontres avec les autorités locales, et les partenaires régionaux et internationaux.



Le RSSG Simão lors de ces rencontres avec les présidents de Guinée-Bissau, du Niger, de Côte d'Ivoire et de la transition du Burkina Faso

Diplomate chevronné, avec 30 ans d'expériences dans le domaine des affaires internationales, de la diplomatie et de la médiation, M. Leonardo Santos Simão, nommé le 2 mai 2023 par le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, prend les rênes du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, basé à Dakar. Il occupe également la fonction de président de la Commission mix-

te Cameroun-Nigéria (CMNC), créée en novembre 2002 pour superviser la mise en œuvre de la décision de la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier maritime et terrestre entre le Cameroun et le Nigéria.

Dès les premiers jours de sa prise de fonction, M. Simão s'est attelé à la tâche, dans une région marquée par une recrudescence des violences,

des tensions politiques et des processus de transition en cours au Burkina Faso, en Guinée et au Mali., Du 16 au 26 juin, Il a effectué la première étape de sa tournée régionale de familiarisation qui l'a conduit successivement en Guinée-Bissau, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Sierra Leone, et au Niger. Renouveler le soutien continu des Nations Unies pour aider à la consolidation de la paix et la bonne

gouvernance en Afrique de l'Ouest et le Sahel, était l'objectif premier de cette série de visites de courtoisie et d'écoute.

M. Leonardo Santos Simão a eu des entretiens avec les Chefs d'état et membres de gouvernement dans la plupart des pays visités. Il a pu les écouter pour cerner leurs attentes et requérir leurs avis sur la situation politique, sécuritaire, et socio-économique de la sous-région. Il a, entre autres, rencontré S.E. Umaro Sissoco Embaló, Président de la Guinée-Bissau et Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et S.E. Alassane Ouattara, de Côte d'Ivoire, S.E. Julius Maada Bio, Président de la Sierra Leone et S.E. Mohamed Bazoum, du Niger. A tous ses interlocuteurs, le Représentant spécial a renouvelé l'engagement des Nations Unies en général, et celui de l'UNOWAS en particulier, de jouer son

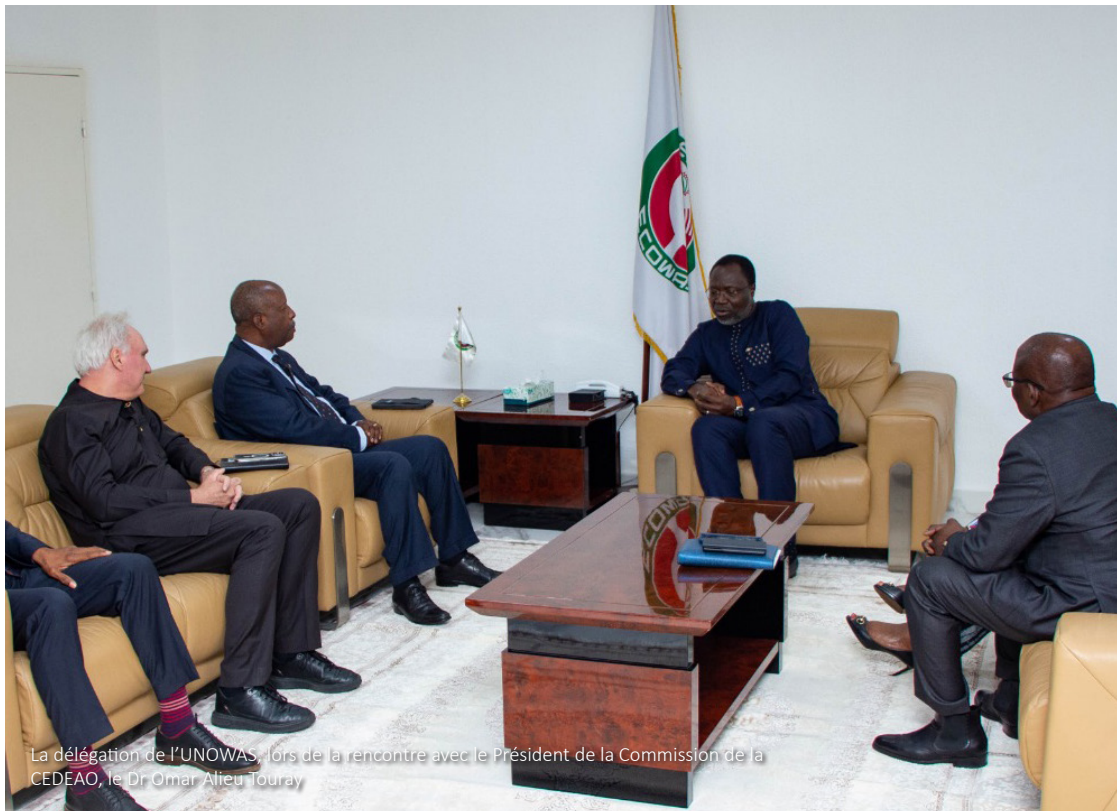
rôle de partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région dans leurs efforts en faveur de la paix et le développement.

Au Burkina Faso, M. Simão a réaffirmé l'engagement continu des Nations Unies en coordination avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à soutenir les efforts du peuple Burkinabè dans sa quête pour la stabilité, la paix et le développement.

En visite en Sierra Leone durant les élections générales du 24 juin 2023, M. Simão a tenu à renouveler le soutien des Nations Unies pour des élections présidentielles et législatives pacifiques, transparentes et crédibles. Saisissant l'occasion de ces élections, le Représentant spécial a appelé à un partenariat renforcé pour préserver la stabilité et consolider la paix et le développement dans le pays.

La rencontre avec les responsables de la CEDEAO, partenaire clé pour les Nations Unies en Afrique de l'Ouest, constituait une étape importante dans la tournée régionale. C'est donc naturellement que le Représentant spécial a rencontré, à Abuja, le Président de la Commission, le Dr. Omar Aliou Touray avec lequel il a abordé diverses questions relatives à la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans la sous-région. Ils ont reconnu la nécessité de renforcer le partenariat entre l'UNOWAS et la CEDEAO.

Le Représentant spécial Simão a renouvelé l'engagement des Nations Unies à soutenir les efforts inlassables de la CEDEAO pour consolider la paix et la démocratie. Il a appelé à un partenariat renforcé pour relever les multiples défis auxquels la région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée.



La délégation de l'UNOWAS, lors de la rencontre avec le Président de la Commission de la CEDEAO, le Dr Omar Aliou Touray

Sierra Leone : Des Elections et des Défis

Trois millions d'électeurs Sierra léonais ont voté le samedi 24 juin pour choisir leur nouveau président, leurs représentants Parlementaires et conseillers municipaux. Ils espèrent tous que cette cinquième élection depuis la fin de la guerre civile en 2002, favorise la consolidation de la paix et le développement.



Un homme mettant son bulletin de vote dans l'urne

Malgré les tensions politiques entretenues, notamment par la diffusion de messages de haine sur les réseaux sociaux à l'encontre de certains groupes ethniques, et une situation économique difficile marquée par un taux de chômage élevé des jeunes et une inflation qui avoisine les 43%, trois millions d'électeurs Sierra léonais, selon la Commission Electorale Nationale de la Sierra Léone (CENSL), ont activement participé aux cinquièmes élections générales organisées depuis la fin de la guerre civile, il y a 21 ans ! Ceci démontre l'attachement des Sierra Léonais à la paix, au développement et à la gouvernance démocratique.

Afin d'accompagner les Sierra Léonais dans leurs efforts et de sensibiliser les différents acteurs nationaux à l'importance d'un scrutin pacifique, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), en coordination avec les partenaires régionaux et internationaux, avait entrepris plusieurs missions à Freetown dont l'objectif était de réduire les tensions et d'encourager les candidats et leurs

militants à se mobiliser contre les messages de haine qui peuvent produire des violences irréversibles. « Je félicite le peuple Sierra-léonais pour sa contribution et sa participation actives aux élections. J'exhorte tous les acteurs politiques à maintenir une atmosphère pacifique durant le processus, » a déclaré le nouveau Représentant Spécial et Chef de l'UNOWAS, Leonardo Santos Simão, lors de sa visite en Sierra Leone, effectuée du 22 au 25 juin. Faisant écho à l'appel du Représentant Spécial, le Résident Coordonnateur des Nations Unies en Sierra Léone, Babatunde Ahonsi, indique que par le biais de projets de soutiens aux élections financé par plusieurs donateurs, l'ONU travaille en partenariat avec les organes de gestion des élections, le système judiciaire, les institutions du secteur de la sécurité, les médias et les organisations de la société civile pour créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections pacifiques, ouvertes à tous et crédibles (voir interview).

Selon la Commission électorale, le scrutin s'est déroulé de « manière rel-

ativement pacifique », mais a également rapporté des incidents isolés et a reconnu des problèmes logistiques liés à la distribution tardive du matériel électoral dans certains endroits. « Tout citoyen ayant légalement voté peut soumettre des contestations à la Cour suprême dans les sept jours suivant la proclamation des résultats de l'élection, » a déclaré le Président de la Commission électorale, Mohamed Kenewui Konneh, qui a, dans un communiqué rendu public le mardi 27 juin, annoncé que le Président sortant Julius Maada Bio, 59 ans, avait été réélu avec 56,17 % des suffrages exprimés samedi.

La consolidation de la paix et de la démocratie à travers des élections pacifiques et crédibles contribuera à la mobilisation des Sierra léonais pour s'attaquer aux défis économiques et de développement. Car selon la Banque mondiale la récession économique a freiné les espoirs de reprise et le taux de chômage des jeunes est l'un des plus élevés d'Afrique de l'Ouest.



« La tenue d'élections pacifiques et crédibles dont les résultats reflètent la volonté du peuple serait donc un signe fort de consolidation démocratique en Sierra Leone »



Babatunde Ahonsi
Coordonnateur Résident des Nations Unies
en Sierra Leone

Babatunde Ahonsi est depuis trois ans le Résident Coordinateur des Nations Unies en Sierra Leone. Il nous parle des défis et des opportunités d'un pays qui organise ses cinquièmes élections générales libres depuis la fin d la guerre civile en 2002. Entretien.

Vous êtes le Coordonnateur Résident des Nations Unies en Sierra Leone depuis 2020, que pouvez-vous nous dire sur ce pays ?

La Sierra Leone est un pays qui présente de nombreux défis et opportunités en matière de développement. C'est un pays jeune, dont plus des trois quarts de la population ont moins de 35 ans. Alors que l'espérance de vie à la naissance approche les 60 ans, environ 60 % de la population vit encore avec moins de 1,9 dollar par jour, et

une proportion similaire de tous les ménages est en situation d'insécurité alimentaire, avec un retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans de 38 %, alors que la moyenne des pays en développement est de 25 %. Pourtant, le pays présente de nombreuses possibilités pour accélérer les progrès vers le développement durable, notamment à travers son plan de développement national à moyen terme 2019-2023 qui est fortement ancré dans les objectifs de développement durable (ODD).

En outre, ses ressources naturelles abondantes, si elles sont bien gérées, pourraient permettre au pays d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2035. De vastes opportunités existent pour stimuler une croissance économique rapide, verte et inclusive grâce au développement de chaînes de valeur agricoles spécifiques (notamment le riz et le manioc), de l'économie bleue, de l'écotourisme, des énergies renouvelables et du commerce intrarégional. En outre, le pays est réputé pour son

niveau élevé d'harmonie interreligieuse. Ce fait, ainsi que la promulgation de lois progressistes au cours des cinq dernières années qui soutiennent l'accès universel à l'éducation de base, la liberté d'expression, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'utilisation équitable et durable des terres et l'exploitation minière intelligente sur le plan climatique, constituent des atouts supplémentaires pour soutenir la sortie du pays de la stagnation économique et son retour sur la voie d'une croissance économique verte, inclusive et durable.

Le 24 juin 2023, la Sierra Leone organisera des élections générales. Pouvez-vous expliquer l'importance de ces élections pour le peuple sierra-léonais et le soutien apporté par les Nations unies ?

Les élections générales du 24 juin 2023 seront les cinquièmes élections présidentielles du pays depuis la fin de la brutale guerre civile de 11 ans en 2002. Depuis, le pays a connu deux transferts pacifiques de pouvoirs. C'est la première fois depuis la fin de la guerre civile que le gouvernement fournit la plus grande part du financement pour la conduite de ces élections. La tenue d'élections pacifiques et crédibles dont les résultats reflètent la volonté du peuple serait donc un signe fort de consolidation démocratique en Sierra Leone. Cependant, la politique partisane dans le pays est fortement polarisée sur le plan ethno-régional et est guidée par le principe du « gagnant prend tout » et du « coup pour coup ». C'est pourquoi l'ONU, par le biais d'un projet de soutien aux élections financé par plusieurs donateurs, travaille en partenariat avec les organes de gestion des élections, le système judiciaire, les institutions du secteur de la sécurité, les médias et les organisations de la société civile, afin de créer les conditions nécessaires à la tenue

d'élections pacifiques, ouvertes à tous et crédibles. Des efforts de diplomatie préventive de haut niveau sont également entrepris en collaboration avec les partenaires du développement pour favoriser le dialogue entre les partis sur les questions litigieuses afin de réduire les tensions politiques qui pourraient compromettre la tenue d'élections pacifiques.

Les Nations unies sont présentes depuis longtemps en Sierra Leone. Comment voyez-vous le rôle de l'ONU dans le pays aujourd'hui et quelles sont ses principales réalisations ?

À la suite de la guerre civile qui a ravagé la Sierra Leone dans les années 1990 et au début des années 2000, le pays a connu une succession de missions des Nations Unies - Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL) et Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL) - dont la dernière a été clôturée en 2014, ce qui a également marqué la fin de l'engagement direct du Conseil de Sécurité dans le pays. Les activités opérationnelles de l'ONU sont passées à un cadre plus "traditionnel" sous l'équipe pays de l'ONU, axées sur le développement et encadrées par un Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) en vigueur de 2015 à 2019. Grâce à ce Plan-cadre et sa présence de longue date en Sierra Leone, le système des Nations Unies continue de jouir d'une excellente réputation et d'une bonne volonté généralisée dans le pays.

Le système de développement des Nations Unies s'efforce aujourd'hui d'être un partenaire de développement de premier choix pour le gouvernement, les organismes donateurs, les Organisations de la Société Civiles (OSC)

et d'autres institutions en soutenant et en accompagnant le pays dans sa quête pour atteindre les Objectifs du Développement Durables (ODD) et devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2035. Nous fournissons un soutien politique intégré, un renforcement des capacités, une assistance technique et des interventions sociales et de changement de comportement qui s'attaquent aux causes profondes des principaux défis de développement auxquels le pays est confronté. Les principaux défis comprennent l'insécurité alimentaire, l'accès limité aux services de base et à l'énergie, les niveaux élevés de vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux urgences sanitaires, la faiblesse des institutions de service public et les énormes disparités socio-économiques qui touchent les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap.



Nous avons contribué de manière distincte à la réduction de 40% de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et de la mortalité maternelle au cours des quinze dernières années, ainsi qu'à l'expansion massive de l'accès à l'éducation de base pour les garçons et les filles au cours des cinq dernières années.



Babatunde Ahonsi en visite dans une usine de production d'acier employant des femmes, Sierra Leone- December 2021

Parmi nos principales réalisations, nous avons contribué de manière distincte à la réduction de 40 % de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et de la mortalité maternelle au cours des quinze dernières années, ainsi qu'à l'expansion massive de l'accès à l'éducation de base pour les garçons et les filles au cours des cinq dernières années. Il convient également de souligner notre rôle dans la création et le renforcement des capacités de l'Agence nationale de gestion des catastrophes, dans la conception et le déploiement d'une réponse nationale efficace à la grippe aviaire, ainsi que dans l'élargissement de l'accès à la justice par le biais de l'aide juridique et d'une plus grande diffusion des services judiciaires. Les Nations Unies ont également été associées à un nombre élevé et croissant d'initiatives d'autonomisation des jeunes, à une augmentation significative de l'accès aux énergies renouvelables dans les zones rurales, à une meilleure protection des droits et à l'autonomisation des personnes vivant avec un handicap, à une gamme variée d'interventions de consolidation de la paix et à une réponse nationale renforcée aux violences sexuelles et sexistes. Il est particulièrement intéressant de noter qu'étant donné

que près de 80 % de la population est âgée de moins de 35 ans, nous avons, pour la première fois en Sierra Leone, créé et activé un groupe consultatif de la jeunesse "One UN". Ce groupe est le principal mécanisme par lequel l'équipe pays des Nations Unies rend compte aux jeunes Sierra-Léonais et les jeunes Sierra-Léonais rendent compte à leur tour à l'équipe pays des Nations Unies dans un effort collectif pour soutenir la réalisation des ODD en Sierra Leone.

Quelles sont vos priorités pour 2023/2024 ?

Pour 2023-2024, ma priorité absolue sera de soutenir les efforts visant à garantir la tenue d'élections pacifiques et crédibles le 24 juin 2023. En outre, avec l'équipe pays des Nations Unies nous concentrerons sur six domaines d'intervention stratégiques afin d'accélérer la mise en œuvre de notre cadre de coopération pour le développement durable des Nations unies, 2020-2024 (UNSDCF) en cours.

Il s'agit de la mise en œuvre robuste des ODD au niveau national, du suivi des résultats et de la surveillance ; de l'opérationnalisation de la vision

de prévention du Secrétaire général des Nations Unies (prévenir et gérer les risques, renforcer la résilience) ; de l'engagement des principales parties prenantes et des acteurs de haut niveau dans l'action climatique (après la COP27) et de la mise en œuvre, après le Sommet mondial, des feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires et des systèmes d'éducation ; tirer parti du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix pour veiller à ce que le relèvement précoce et la sensibilité aux conflits soient intégrés dans les interventions d'urgence ; centraliser l'initiative "Ne laisser personne de côté", les droits de l'homme et l'égalité des sexes en soutenant la poursuite par la Sierra Leone de l'Agenda 2030 ; et l'innovation commerciale dans le cadre de la mise en œuvre par l'équipe pays des Nations Unies de la stratégie relative aux opérations commerciales. Une analyse commune complète du pays sera effectuée et le cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies actuel sera évalué pour guider la feuille de route et informer la conception du prochain cadre de coopération pour 2025-2029.

 **OBJECTIFS**  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

1 PAS DE PAUVRETÉ 

2 FAIM «ZÉRO» 

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE 

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 

10 INÉGALITÉS RÉDUITES 

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 

14 VIE AQUATIQUE 

15 VIE TERRESTRE 

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 



« Le Liberia est plus important que nos intérêts personnels »



Signature de la déclaration de Farmington River pour des élections pacifiques, transparentes et crédibles au Libéria. - 4 avril 2023

À l'approche des élections présidentielles et générales prévues en octobre 2023, les partis politiques libériens se sont engagés, le 4 avril à Farmington, à garantir des élections pacifiques, transparentes et crédibles. Mais lors de la cérémonie de signature, c'est la voix d'une jeune femme représentant la jeunesse libérienne qui a capté l'attention de tous et laissé un impact profond.

Alpha Faith Kemokai n'est pas candidate d'un parti politique. Âgée de 23 ans, elle est la coordinatrice de l'école des jeunes dirigeants politiques de Naymote. S'exprimant au nom des jeunes lors de la cérémonie de signature, elle a appelé les dirigeants politiques présents à respecter les principes signés dans l'accord de Farmington, garantissant des élections sans violence et le respect des lois électorales.

Les élections présidentielles et générales d'octobre 2023 seront les premières à être organisées et administrées par le Liberia, depuis le retrait, en mars 2018, de la Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL). Selon

les commentateurs libériens, ces élections devraient également être très disputées, le président sortant étant confronté aux défis engendrés par l'ancien vice-président Joseph Boakai, de l'ancien parti de l'unité au pouvoir, et d'Alexander Cummings, des partis politiques de collaboration.

Ce contexte souligne à nouveau la nature cruciale de ces élections et fait peser la responsabilité non seulement sur le gouvernement, mais aussi sur les acteurs politiques, l'opposition et le pouvoir, la société civile, les médias et les citoyens, en particulier les jeunes du Libéria, de reconnaître la nécessité d'un processus électoral crédible, inclusif et pacifique.

La population du Liberia est jeune : 63 % ont moins de 25 ans et 32,8 % ont entre 10 et 24 ans. Cependant, il y a aussi un nombre croissant de jeunes désœuvrés et sans emploi, en particulier de jeunes hommes, qui sont devenus des recrues idéales pour les activités criminelles et autres activités illicites impliquant la violence pendant les élections. Dans son discours, Alpha a condamné l'utilisation des jeunes comme « instruments de violence » et a encouragé les jeunes à exercer leur droit constitutionnel de vote, en insistant sur la nécessité de le faire pacifiquement. Dans le même ordre d'idées, les dirigeants politiques doivent mettre en garde leurs partisans contre l'usage de la violence, conformément aux en-

gagements inscrits dans la déclaration de Farmington.

Alpha a également adressé un message sévère à l'endroit des médias libériens, connus pour exercer une grande influence sur les informations diffusées en période électorale. « Les médias ne devraient pas être dans la poche des politiciens », a déploré la jeune Libérienne. Dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, les médias sont responsables d'une

grande partie de la prise de conscience et de la sensibilisation des électeurs aux questions électorales, y compris les questions cruciales d'inclusion. Il est donc primordial que le peuple libérien reçoive des informations crédibles et équilibrées lui permettant d'exercer son droit de vote de manière impartiale et équitable.

Faisant écho au message d'Alpha, Giovanie Biha, représentante spéciale adjointe du Bureau des Nations unies

pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a exhorté les dirigeants à « créer des espaces pour que les jeunes et les femmes puissent centraliser leur créativité afin de renforcer la résilience et la croissance de leur pays ».

Les jeunes du Liberia ont joui de la paix pour la plupart - c'est quelque chose qu'il faut protéger. Comme l'a dit Alpha Faith Kemokai, « nous croyons que la démocratie doit être à la hauteur ».



Davidetta Browne LANSANAH, Présidente de la Commission Electorale Nationale (CEN) du Liberia



Davidetta Browne Lansanah
Présidente de la Commission Electorale Nationale
(CEN) du Liberia

Que signifie pour vous la signature de la déclaration de Farmington River et quel est son objectif ?

La déclaration de Farmington River signifie beaucoup pour moi parce qu'elle prouve une fois de plus au monde que les acteurs politiques au Liberia comprennent les conséquences de la violence électorale. Le fait qu'ils se soient engagés à ce que les élections de 2023 se déroulent sans violence renforce la détermination de la Commission électorale nationale (CEN) à veiller à ce que les prochaines élections du 10 octobre 2023 se déroulent dans l'intégrité et la crédibilité. L'objectif de la Déclaration de Farmington River est de faire en sorte que les élections générales de 2023 soient exemptes de toute forme de violence, y compris de violence à l'égard des femmes.

Globalement, quel a été le rôle de la CEN dans cette initiative et au-delà ?

La CEN travaille en étroite collaboration avec les Nations unies, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Libéria, les autres partenaires in-

ternationaux et régionaux ainsi que les partis politiques, les coalitions et les alliances et tous les autres acteurs clés du processus électoral, par exemple le ministère de la Justice (sécurité conjointe), afin de s'assurer du respect de la mise en œuvre globale de la Déclaration de Farmington River 2023.

En ce qui concerne les prochaines élections, comment les Nations Unies soutiennent-elles le travail de la Commission électorale nationale au Libéria ?

Les Nations unies, par l'intermédiaire du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), fournissent une assistance technique intégrée pour renforcer les institutions et les processus électoraux au Liberia. Le projet de soutien électoral du PNUD (PSE) 2020-2024 se concentre spécifiquement sur l'inclusion et la transparence, le renforcement des capacités et la prévention de la violence électorale. Ce projet est également soutenu par le Fonds de consolidation de la paix et les projets PNUD-UNWOMEN, le projet PNUD-HCDH-OIM sur l'environnement électoral pacifique.



Monrovia, Liberia

Les institutions nationales des droits de l'homme appellent au renforcement de la coopération régionale



Lors de la cinquième Consultation régionale des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) - Banjul, Gambie.

La cinquième Consultation régionale des institutions nationales des droits de l'homme s'est tenue, du 7 au 9 juin 2023, à Banjul, en Gambie. Durant ces trois jours, quatorze représentants de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis pour partager leurs expériences et renforcer la coopération régionale afin de promouvoir efficacement les droits de l'Homme dans la sous-région.

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, les institutions nationales des droits de l'homme (INDH) jouent un rôle important dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Grâce à des partenariats stratégiques avec la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et les Nations unies, principalement par l'intermédiaire du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), les INDH œu-

rent à l'amélioration et au respect des droits de l'homme dans la sous-région.

Cette année, la cinquième édition a eu lieu à Banjul, la capitale de la Gambie, où les différents partenaires ont discuté de l'indépendance et du développement institutionnel des INDH, du renforcement de leur rôle dans la prévention, la promotion et la protection des droits de l'homme, de la manière de renforcer l'indépendance des systèmes judiciaires dans la région et des stratégies de mobilisation des ressources. Dans ce contexte, les multiples défis auxquels la région est

confrontée ont été abordés, notamment le terrorisme, la violence intercommunautaire, la violence basée sur le genre, la propagation accrue des discours de haine et la nécessité de promouvoir et de protéger les droits des groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les migrants.

En réponse à ces défis qui sont restés constants dans de nombreux pays de la région, une coopération régionale renforcée est nécessaire. À cet égard, les participants ont recommandé de renforcer la capacité du réseau régional des INDH en Afrique de l'Ouest et de

ses membres par la mise en place d'un cadre visant à améliorer la surveillance et la promotion d'une réponse plus efficace aux violations des droits de l'homme en termes de terrorisme et d'extrémisme violent.

Les élections passées et à venir dans la région ont également dominé les échanges. Les participants ont jugé pertinent que les INDH continuent à surveiller les processus électoraux et à collaborer avec les parties prenant

es concernées pour veiller à ce que les processus soient inclusifs, pacifiques, transparents et respectueux des droits de l'homme et de l'État de droit. Dans ce sens, UNOWAS a souligné l'importance de la stabilité et de la sécurité pour permettre aux institutions nationales des droits de l'homme de jouer leur plein rôle dans la promotion des processus électoraux inclusifs en Afrique de l'Ouest et au Sahel. A cet égard, les participants ont spécifiquement appelé à la création d'un in-

strument régional pour renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire dans la sous-région.

Cette année marque les soixante-quinze ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Les INDH étant ancrées dans les valeurs fondamentales de la DUDH, les participants ont discuté des progrès accomplis, mais aussi sur les défis à relever et les perspectives.



Dans la région du Sahel, le changement climatique affecte négativement la garantie d'un large éventail de droits de l'homme. -
Photo : Anouk Delafortrie

Au Sénégal, l'UNESCO et UNOWAS célèbrent les 30 ans de la journée mondiale de la liberté de la presse



La Représentante spéciale adjointe, Mme Giovanie BIHA lors de la célébration des 30 ans de la journée mondiale de la liberté de la presse

Une soixantaine d'acteurs du secteur des médias a pris part au forum de discussion organisé le 03 mai 2023 à Dakar, pour faire l'état des lieux de la liberté d'expression au Sénégal et évaluer les défis et opportunités qui s'imposent dans le domaine.

L'UNESCO Dakar, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), a organisé, le 03 mai 2023, la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse. Menée en partenariat avec les organisations des médias du Sénégal (Coordination des Associations de Presse, Maison de la Presse, Réseau international des femmes, etc.) et des Organisations régionales et internationales (ARTICLE 19, Institut Panos, Reporters Sans Frontières), la rencontre s'est tenue sous le thème mondial : « Façonner un avenir de

droits : La liberté d'expression comme moteur de tous les autres droits de l'homme ». A Dakar, elle a connu la présence effective des représentants des institutions publiques, expert(e)s, responsables et membres d'organisations professionnelles des médias, d'organismes de régulation et d'arbitrages des médias, représentants de la société civile, de syndicats, patrons de presse, et journalistes.

Reconnaissant que « les arrestations d'acteurs de médias sont toujours regrettables », et insistant sur la néces-

sité d'exercer dans le respect des règles d'éthique et de déontologie, Fatou Bineta Ndiaye, Secrétaire générale du ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique du Sénégal, a encouragé ces derniers à « toujours défendre la liberté de la presse et à protéger la profession par une exigence professionnelle accrue et une réflexion constructive sur les défis du secteur ». Ces défis sont notamment liés à l'utilisation et l'application des lois sur la diffamation, la lutte contre la désinformation, la sécurité des journal-

istes, le développement des médias, et l'accès public à l'information (ODD 16.10). Fort de cela, l'UNESCO mène depuis plusieurs années, des travaux de veille qui permettent de recenser régulièrement les principales tendances en matière de liberté d'expression et de développement des médias. Son rapport 2021/2022 avait d'ailleurs été présenté aux différentes parties prenantes du secteur au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine à l'occasion de la célébration de l'édition 2022 de la journée mondiale de la liberté de la presse.

Pour cette édition 2023, l'accent a été mis sur le rôle central de la liberté d'expression dans la réalisation de tous les autres droits humains. En effet, la liberté d'expression et des médias aide à la vérification et à la diffusion des faits, rendant les sujets complexes intelligibles pour le grand public. Elle favorise aussi le développement du journalisme professionnel qui contribue à révéler les actes répréhensibles portant atteintes aux droits humains sans distinction. Dans son allocution, M. Dimitri Sanga, Directeur de l'UNESCO Dakar, a salué « le travail des journalistes, et professionnel(le)s des médias publics, privés et communautaires, en ligne et hors ligne, qui, au quotidien, travaillent, y compris au risque de leurs vies et celles de leurs familles, à la fourniture de l'information fiable pour favoriser la garantie des droits humains dans notre société.

Rappelant la proclamation en 1993, par l'Assemblée générale des Nations Unies, du 03 mai comme journée mondiale de la liberté de la presse, la représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Giovane Biha, a indiqué que « le droit d'informer et d'être informé est essentiel pour notre liberté en tant qu'individu et en tant que société. En

façonnant un avenir de droits pour tous, il est impératif de se rappeler que la liberté d'expression est un élément clé de la démocratie et de la participation citoyenne. »

Au Sénégal, « cette célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse intervient dans un contexte difficile pour les médias, avec l'arrestation de journalistes », a regretté le président du Comité d'observation des règles d'éthique et de déontologie, M. Mamadou Thior, par ailleurs représentant de la Coordination des Associations de Presse (CAP). Evoquant l'article 3 de la Charte des journalistes du Sénégal qui invite à « défendre l'indépendance et la liberté de la presse dans tous ses aspects, notamment en ce qui concerne la liberté d'information », il s'est réjoui de la thématique choisie pour cette célébration, considérant que « si la liberté d'expression est respectée en tant que moteur de tous les autres droits de l'homme, le Sénégal comme le monde ne s'en porterait que mieux. »

La rencontre a donc servi de cadre aux différentes parties prenantes pour faire le point sur l'état des lieux de la liberté d'expression au Sénégal et évaluer les défis et opportunités auxquels est confronté le secteur des médias dans le pays en particulier, et dans la sous-région ouest-africaine en général. Les présentations et échanges ont porté sur trois thématiques spécifiques à savoir : l'utilisation des lois sur la diffamation pour restreindre la liberté de la presse ; la sécurité des journalistes, enjeux de la lutte contre la désinformation et l'accès à l'information au Sénégal en période préélectorale ; la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme dans un contexte de surveillance numérique croissante.

Les participant(e)s se sont accordés sur les préoccupations qui restent majeures au niveau national. Entre autres, les questions de précarité des médias, de violences physiques et psychologiques sur les journalistes dans l'exercice de leurs fonctions, de désinformation avec la montée des réseaux sociaux, qui doivent être adressées efficacement, au moment où la loi sur l'accès à l'information, attendue depuis quelques années, est sur le point d'être peaufinée. Pour promouvoir une presse libre, forte, protégée, indépendante et résiliente, et lutter contre toutes les formes de dérives, les différentes parties prenantes ont recommandé, entre autres, l'harmonisation de tous les textes (code de la presse, loi d'accès à l'information, loi sur la diffamation, etc.) avec la participation des journalistes et de la société civile pour veiller à ce que leur contenu soit conforme aux standards internationaux et favorable au respect des droits humains.



Le droit d'informer et d'être informé est essentiel pour notre liberté en tant qu'individu et en tant que société. En façonnant un avenir de droits pour tous, il est impératif de se rappeler que la liberté d'expression est un élément clé de la démocratie et de la participation citoyenne.

Fatou Fall, première femme général au Sénégal : « Le genre n'est pas un obstacle à la réussite »



General Fatou Fall
Médecin général
Directrice de l'Hôpital Principal de Dakar

En tant que première femme médecin militaire et premier officier féminin des Forces Armées Sénégalaises, Mme Fatou Fall est une pionnière. En avril 2023, elle marque l'histoire de l'armée sénégalaise, à la suite de sa nomination au grade de médecin général faisant d'elle la première femme général. Mme Fall est une figure inspirante pour les jeunes femmes du Sénégal et de la sous-région. Portrait

Qui est Fatou Fall ? Pouvez-vous nous parler de votre parcours ? de votre enfance ?

Je suis née le 18 janvier 1965 à Dakar où j'ai passé une bonne partie de mon enfance jusqu'à l'âge de 11 ans. J'ai ensuite suivi mes parents à Foundiougne puis à Kaolack à la suite d'une mutation de mon père, inspecteur de l'enseignement élémentaire. Les changements fréquents d'établissement scolaire

liés aux mutations successives de mon père dans différentes régions du pays m'ont conduite au lycée Malick Sy de Thiès où j'ai pu poursuivre mes études de la 5ème au baccalauréat.

J'ai intégré l'École Militaire de Santé (EMS) en 1985 pour suivre des études en Médecine à la faculté de Médecine et d'Odonto-Stomatologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). L'instruction militaire démarre

par la formation initiale du combattant (FIC), l'initiation au métier de militaire à Bango, une petite ville située dans la région de Saint-Louis. Elle dure 45 jours et associe des cours théoriques, des épreuves d'endurance physique et de tirs d'armes. La fin du FIC marque l'intégration effective des élèves à l'EMS et leur inscription à l'UCAD.

La vie à l'EMS est rythmée par les activités académiques et les stages

militaires de 3–4 semaines en fin d'année scolaire. J'ai pu m'adapter à cette organisation rigoureuse et soutenir ma thèse de Doctorat en Médecine en 1992 à l'UCAD. Je fus la première femme Médecin militaire sortie de cette école et le premier officier féminin des Forces Armées Sénégalaises.

Comment vous-est-il venu à l'idée d'embrasser une carrière militaire ?

L'armée n'était pas ma principale motivation ; je voulais d'abord étudier la Médecine. C'est un métier que j'ai trouvé exaltant avant même de l'exercer, d'autant plus que c'est l'un des rares métiers qui pouvait offrir une double casquette de praticien médical et enseignant. La vocation de médecin me donne l'opportunité d'être proche et utile aux populations. L'enseignement est un moyen de transmettre le savoir aux jeunes générations d'étudiants.

L'armée s'est imposée à moi comme la voie qui offrait les meilleures opportunités de réussite dans un cadre de travail formel alliant rigueur et discipline. En outre, la prestigieuse École Militaire de Santé (EMS) recrutait les meilleurs élèves de lycée à l'issue d'un concours d'entrée très sélectif. Toutes ces raisons m'ont confortée dans mon choix de préparer le concours d'entrée à l'EMS en 1985, option Médecine.

J'ai décidé rapidement de préparer le concours de recrutement d'assistants des hôpitaux militaires après avoir exercé comme médecin de garnison, obligatoire pendant les 3 premières années d'activité. La réussite à ce concours en 1996 m'ouvrait les portes d'une carrière hospitalière et d'une spécialisation en hépato-gastroentérologie. J'ai ensuite préparé et réussi successivement les concours de recrutement de spécialistes des hôpitaux militaires en 2003 à Dakar et de praticiens professeurs agrégés du Val-de-Grâce en 2012 à Paris. Je suis également titulaire d'un Certificat d'Études Spécialisées en hépato-gastroentérologie de la faculté de Médecine de Cocody à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Vous avez été nommée au grade de médecin général le 25 avril 2023. Cela a fait de vous la première femme nommée général au Sénégal.

Quel est votre sentiment ?

J'accueille avec humilité et une grande satisfaction cette nomination. Elle couronne de nombreuses années d'efforts dans le soutien sanitaire des forces de défense et de sécurité qui est la première vocation du médecin militaire. Je mesure également l'ampleur de la responsabilité qu'elle représente.

Quelle valeur ajoutée comptez-vous apporter à ce statut de Général en tant que femme ?

En tant que Femme Général, j'ai l'opportunité de pouvoir sensibiliser les autorités à l'importance de renforcer et d'élargir le recrutement des femmes dans tous les corps de métiers des forces armées. Je compte également contribuer à promouvoir activement le leadership féminin aussi bien dans les armées que dans le civil.

Quel est votre message à la jeune génération, plus spécialement à l'endroit des jeunes filles ?

J'ai un seul message pour les jeunes filles : le genre n'est pas un obstacle à la réussite. J'encourage celles qui souhaitent embrasser une carrière militaire à s'informer sur les concours d'entrée dans les grandes écoles militaires pour pouvoir choisir un profil plus adapté à leurs ambitions.

J'exhorte toutes les filles à cultiver les valeurs de persévérance au travail et à croire en elles pour pouvoir développer leur potentiel humain et se positionner en tant que femme leader.



Hôpital Principal de Dakar - Photo : Kaicedrat